

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 27–30 octobre 2008

QUESTIONS DIVERSES

Point 14 de l'ordre du
jour

*Pour information**

F

Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2008/14
23 octobre 2008
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PAM SUR LEUR VISITE AU HONDURAS

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

REMERCIEMENTS

1. Les membres de la mission du Conseil d'administration tiennent à remercier l'équipe de pays du PAM, dirigée par Jaime Vallaura, de l'excellente organisation (et réorganisation) du séjour, ainsi que de sa chaleureuse hospitalité tout au long d'une visite qui s'est révélée très instructive. Nous remercions Claudia von Roehl, Secrétaire du Conseil d'administration, et ses collègues de Rome pour leur appui. La Première Dame et le Gouvernement du Honduras ont été attentionnés et accueillants, tout comme les partenaires et les bénéficiaires du Programme.
2. L'équipe du bureau de pays du PAM au Guatemala (Willem van Milink-Paz et ses collègues) mérite toute notre reconnaissance pour avoir organisé une série de réunions fort intéressantes lors de notre escale imprévue. Le Guatemala connaît un taux de malnutrition élevé: 49 pour cent des enfants âgés de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique. La visite d'une usine produisant un supplément alimentaire nutritif spécial utilisé pour la composante santé maternelle et infantile (SMI) de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 10457, mais aussi le déjeuner avec les responsables du secrétariat du Guatemala pour la sécurité alimentaire et la nutrition et d'autres représentants du Gouvernement nous ont permis de mieux prendre la mesure des actions du PAM et des défis auxquels l'Amérique centrale doit faire face. L'entretien impromptu avec la Première Dame a également contribué à approfondir notre compréhension des actions menées par le Gouvernement pour relever ces défis.

INTRODUCTION

3. Des représentants du Conseil d'administration du PAM originaires du Canada, de Cuba, de la République islamique d'Iran et de la Zambie se sont rendus au Honduras du 23 au 30 septembre 2008, accompagnés de la Secrétaire du Conseil.
4. Les objectifs de la visite étaient les suivants: i) observer les activités du programme de pays – Honduras 10538 (2008–2011) et de l'IPSR 10444 (2007–2009); ii) s'informer sur leurs impacts; et iii) s'entretenir avec les partenaires du PAM (Gouvernement, organismes des Nations Unies et organisations non gouvernementales).
5. Les membres de la mission ont rencontré la Première Dame, les ministres chargés de la coopération, de l'éducation et de la santé, le Commissaire de la commission nationale d'urgence, des maires, des collaborateurs de l'équipe de pays des Nations Unies, des donateurs ainsi que des contributeurs du secteur privé au programme d'alimentation scolaire du Honduras. Le Président Zelaya aurait souhaité rencontrer la mission, mais il se trouvait à l'Assemblée générale des Nations Unies; le Vice-Ministre de la Présidence nous a reçus en son nom.
6. Les déplacements sur le terrain ont conduit la mission dans la province de Choluteca, une zone semi-aride où sévit un taux de malnutrition élevé. L'équipe a visité un entrepôt du PAM et observé des activités d'alimentation scolaire dans un grand nombre d'écoles et de jardins d'enfants ainsi que la façon dont la distribution de vivres pour la SMI était intégrée dans l'action d'un centre de soins. Elle a rencontré des bénéficiaires, ainsi que leurs familles, d'un projet Vivres contre travail (VCT) mis en œuvre par l'ONG World Vision et s'est entretenue avec les autorités locales et des communautés ayant bénéficié de projets de ce type. La mission a également entendu des ONG et d'autres partenaires du PAM de la division Choluteca du réseau pour la sécurité alimentaire et la nutrition.



CONTEXTE

7. Le Honduras ne s'est pas encore entièrement redressé suite au passage de l'ouragan Mitch en 1998. La dernière décennie a vu des catastrophes de moindre ampleur, telles que des inondations, des sécheresses et un tremblement de terre, qui ont chacune entraîné des déplacements de populations. Une partie du pays traverse actuellement une saison sèche très longue.
8. L'ouragan Mitch a attiré l'attention sur les capacités d'intervention en situation d'urgence, sur la préparation aux catastrophes ainsi que sur la gestion des ressources naturelles, et amené le pays à solliciter l'aide des Nations Unies dans le domaine de la prévention et de la gestion des crises. Une commission nationale d'urgence (COPECO) a été constituée. Cette commission a reçu un appui au renforcement des capacités de la part du PAM, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres partenaires.
9. Ces derniers mois, le Honduras a été frappé durement par l'envolée des prix des produits alimentaires et du carburant. Le Gouvernement intervient en augmentant ses investissements dans l'agriculture, en distribuant des intrants de base aux exploitants démunis et en s'intéressant au problème des accès. Il renforce les investissements consacrés aux filets de protection sociale et étudie les moyens de lutter contre les fléaux grandissants de la pauvreté et de la faim en milieu urbain. La production locale ne s'est pas encore suffisamment redressée pour des raisons diverses, ce qui fait que le Honduras importe plus de riz qu'il ne le faisait auparavant. Le PAM parvient à se procurer sur le marché intérieur la totalité du maïs, du riz et des haricots dont il a besoin, mais il ne peut plus y acheter d'huile végétale car celle-ci est exportée; les achats locaux ont représenté 8,8 millions de dollars des États-Unis en 2007, soit plus de 70 pour cent de la facture alimentaire totale du PAM pour le pays.

Statistiques du Honduras	
Population	7,5 millions, dont 51% en milieu rural; taux de fertilité : 3,5
Indicateur du développement humain	116 ^e sur 177; taux d'analphabétisme de 27% dans les zones rurales
PIB par habitant (2007)	1 643 dollars É.-U.
Population vivant avec moins de 2 dollars par jour	près de 60%
Malnutrition chronique	33% des enfants de moins de 5 ans
Prévalence du VIH	1,8%, en augmentation

10. Le Honduras possède une fonction publique très politisée, ce qui engendre de vastes remaniements de personnel à chaque changement de majorité. Ce phénomène crée de réels problèmes en termes de planification du développement, de continuité, de renforcement des capacités et de mise en œuvre des programmes.



COORDINATION DES NATIONS UNIES, HARMONISATION ET ALIGNEMENT

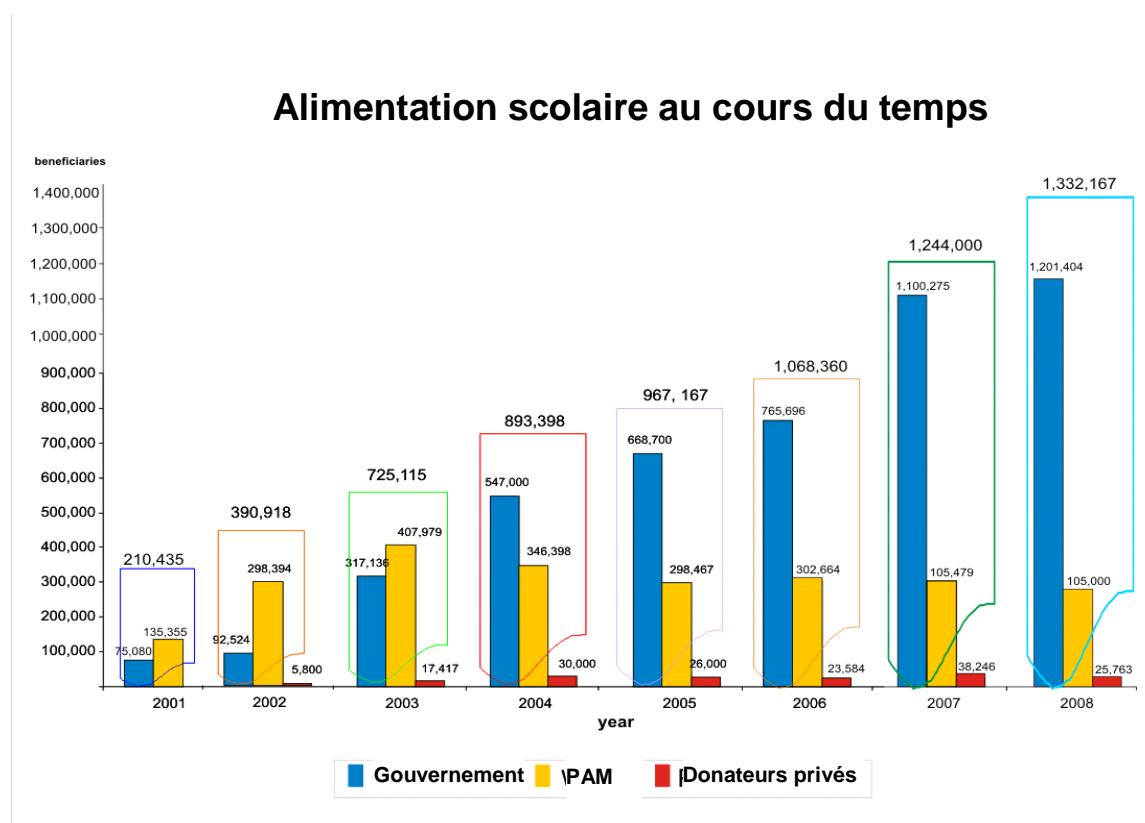
11. Le PAM a participé pleinement à l'élaboration du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) de 2007–2011. Il contribue aux activités coordonnées de l'équipe de pays des Nations Unies en matière de conseil pour l'orientation des politiques, de programmation et de propositions de financement conjointes. L'institution bénéficie pour sa part de services communs, notamment dans le domaine de la sécurité. Le PAM est un partenaire majeur de la mise sur pied d'un groupe sectoriel pour la sécurité alimentaire et la nutrition dirigé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
12. En 2001, un Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) a été adopté, mais il est en cours de révision par le Gouvernement actuel depuis plus de 18 mois. Les zones géographiques et les secteurs sur lesquels le PAM porte ses efforts correspondent aux priorités du Gouvernement. Cependant, certains financements de la coopération au développement sont en attente de la signature du nouveau DSRP et des négociations connexes avec le Fonds monétaire international (FMI). Les membres de la mission ont entendu dire que le Gouvernement se privait d'une somme estimée à 100 millions de dollars par an du fait de la non-adoption du nouveau DSRP. Cet instrument important d'harmonisation et d'alignement était visiblement attendu avec impatience par le groupe du "G16" composé d'organismes internationaux et de grands pays donateurs. Dans l'intervalle, le fonds commun "Éducation pour tous" continue d'appuyer le programme national baptisé "*Escuelas Saludables*" (écoles saines), dont l'une des principales composantes est l'alimentation scolaire.

ACTIVITES DU PAM

13. *Situations d'urgence.* La COPECO, les ministres et tous les autres interlocuteurs ont évoqué l'étroit partenariat Gouvernement–PAM. Le PAM a aidé à mettre en place un réseau d'alerte rapide dans les zones les plus vulnérables et participe à son élargissement à l'ensemble du pays. Il contribue à renforcer les capacités nationales dans les domaines de la logistique, du transport et des communications. Son analyse de la vulnérabilité est directement incluse dans la planification nationale. Cela dit, les capacités nationales restent modestes, en particulier en termes de prévention et de gestion des catastrophes naturelles, mais aussi en ce qui concerne la prise en compte des répercussions du changement climatique. Les possibilités d'appui du PAM sont limitées, car son IPSR n'est financée qu'à hauteur de 17 pour cent. Cette insuffisance du financement complique la tâche du PAM pour intervenir de manière adaptée en cas de crise de faible ou de moyenne ampleur ou encore pour maintenir des stocks appropriés afin de faire face aux situations d'urgence de grande envergure.
14. Le PAM et des consultants des Nations Unies ont participé à l'élaboration d'un cadre légal de gestion des risques et de préparation aux situations d'urgence que la COPECO et l'équipe de pays des Nations Unies aimeraient voir adopté rapidement. Ce cadre devrait rester l'une des priorités du plaidoyer des Nations Unies, car le Honduras ne peut pas se permettre de sacrifier la planification préalable aux catastrophes à ses échéances électorales.



15. Le rôle de chef de file du PAM au sein des modules d'action groupée des Nations Unies dans les domaines de la logistique et des communications d'urgence a été beaucoup apprécié. Suite au départ du Honduras de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), la mission a fait part au coordinateur résident et à l'équipe de pays des Nations Unies de son inquiétude quant à l'attribution récente au PAM de la direction du module d'action groupée pour l'aménagement d'abris. Ce rôle supplémentaire a été qualifié de "provisoire", bien que rien ne semble prévu dans l'éventualité où la Croix Rouge ne prendrait pas le relais de l'OIM. La mission a expliqué que le Conseil d'administration émettait de sérieuses réserves quant au "glissement" du mandat du PAM, précisant que les responsabilités supplémentaires non accompagnées d'un financement étaient particulièrement onéreuses pour une institution qui repose uniquement sur des contributions volontaires. La mission recommande que le Conseil d'administration discute avec la direction du PAM des possibilités de solliciter le PNUD ou d'autres sources de financement lorsque les obligations liées aux modules d'action groupée risquent de détourner le Programme des priorités et des rôles approuvés et financés qui lui ont été confiés.
16. *Alimentation scolaire.* Il s'agit d'une priorité nationale, comme en témoigne l'appui unanime du Parlement lors de l'adoption de la loi de 2006 sur l'alimentation scolaire. Ces activités jouissent d'un fort soutien de l'opinion publique, dû en partie au programme de plaidoyer très réussi du PAM, et attirent une liste grandissante de contributeurs du secteur privé. Le Gouvernement assume clairement la responsabilité de ces activités aux échelons national et local. Le PAM continue de renforcer les capacités locales de suivi, car le programme s'étend rapidement.
17. Pour l'heure, le programme d'alimentation scolaire concerne 16 000 écoles, et il couvrira bientôt toutes les communautés rurales. Il se développe également en raison de l'augmentation du nombre de jardins d'enfants, ce qui permet de toucher davantage d'enfants de 3 à 5 ans. D'ici à la fin 2008, 1,3 million d'enfants recevront un repas scolaire quotidien comprenant un mélange maïs-soja enrichi en micronutriments. Le renforcement du programme et des effectifs nationaux du PAM est financé par le Gouvernement et des contributions privées (voir figure ci-dessous), par l'intermédiaire d'un fonds spécial et du système d'achats de l'institution. À l'issue du programme de pays actuel en 2011, il ne sera peut-être pas nécessaire de solliciter des contributions internationales supplémentaires à travers le PAM pour financer l'alimentation scolaire.



18. Les responsables du Gouvernement ont présenté l'alimentation scolaire comme l'un des filets de protection sociale clés en faveur des populations rurales pauvres, filet devenu d'autant plus important du fait de la crise des prix des produits alimentaires. Les enseignants et les parents ont rapporté aux membres de la mission que l'alimentation scolaire constituait souvent l'unique repas de la journée, et que les enfants étaient bien plus attentifs et actifs depuis que le programme était parvenu jusqu'à leurs communautés. Le mélange maïs-soja a été bien accepté, et l'alimentation scolaire a permis d'obtenir des améliorations effectives en termes de taux de scolarisation, d'assiduité et de rétention. La mission a pu observer une participation enthousiaste des communautés, qui se traduit par l'implication de comités de parents dans la gestion de l'alimentation, la préparation des plats dans les écoles et l'accompagnement des repas fournis. Les effectifs des classes étaient satisfaisants.
19. Le Gouvernement consacre 30 pour cent du budget national à l'éducation et considère que les principaux défis à relever dans ce domaine sont la qualité insuffisante de l'enseignement, le manque de supports pédagogiques ainsi que les grèves de personnel. L'État souhaite développer l'éducation gratuite pour les plus pauvres. L'amélioration de l'alphabétisation et de l'éducation est considérée par les pouvoirs publics comme un instrument essentiel d'amélioration de la qualification de la main-d'œuvre et de la création d'emplois au Honduras, qui sont autant de moyens de lutte contre la migration et son cortège de problèmes sociaux.
20. Dans la plupart des écoles visitées, la mission a constaté qu'il manquait certains éléments de l'enveloppe des services essentiels, principalement l'eau propre, un système d'assainissement et des potagers scolaires. L'eau et l'assainissement ainsi que les potagers scolaires, familiaux et communautaires font partie du programme "*Escuelas Saludables*" (écoles saines), mais des financements supplémentaires sont nécessaires. L'appui apporté dans ces domaines par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF),

l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en collaboration avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), et la FAO s'est traduit presque exclusivement par des actions de plaidoyer et la fourniture de supports pédagogiques. Quand cela était possible, le PAM a mis en place des activités VCT afin de reconstruire des écoles équipées de réseaux d'eau et d'assainissement ou de doter les établissements existants de tels réseaux, mais l'élargissement de cette action nécessiterait apparemment une révision du programme de pays. Le déparasitage a pu être financé par le fonds spécial du PAM et a été réalisé dans l'ensemble du pays.

21. La mission a visité un entrepôt mis à disposition par le Gouvernement et géré par le PAM, dans lequel sont conservés les stocks de tous les programmes de l'institution; l'alimentation scolaire représente la part en volume la plus importante des produits stockés.
22. *Santé maternelle et infantile (SMI)*. Le Gouvernement a élaboré un plan opérationnel en matière de SMI et s'apprête à présenter sa stratégie d'action au Parlement. Le PAM a contribué à renforcer les capacités du Ministère de la santé dans le domaine de la nutrition et a participé à l'élaboration de cette stratégie. L'objectif du Gouvernement est d'inscrire une première contribution au programme de SMI dans son budget 2009. Actuellement, il s'emploie à mettre en place rapidement des dispensaires ruraux dans les districts les plus mal lotis. Ces centres servent de plates-formes pour les distributions de vivres mensuelles du PAM destinées aux mères ayant besoin d'aide. Les membres de la mission ont observé que la communauté participait aux mesures du poids et de la taille des bébés et aux efforts de distribution des rations mensuelles. Les agents sanitaires ont indiqué que les activités de SMI incitaient les femmes enceintes et les mères venant d'avoir un enfant à se rendre dans les dispensaires, où elles pouvaient bénéficier d'un contrôle médical, de vaccins et d'autres soins de base et recevoir des informations en matière de nutrition. Ainsi, les activités de SMI ont contribué à optimiser les investissements nationaux et internationaux consacrés au secteur de la santé.
23. Pour le moment, le PAM dispose de fonds limités issus de l'IPSR pour assurer les activités de SMI dans les zones de redressement. Ces activités sont l'une des composantes du nouveau programme de pays, mais elles sont en attente de financement. La mission invite les membres du Conseil à appuyer cette composante considérée comme cruciale non seulement pour lutter efficacement contre la malnutrition chronique et mettre en valeur les ressources humaines, mais aussi pour encourager le gouvernement à poursuivre sa politique de transformation des activités de SMI en un nouveau filet de protection sociale.

Le dispensaire visité par la mission accueillait un nourrisson de 6 mois souffrant de malnutrition aiguë, pour lequel le médecin conseillait aux parents de se rendre immédiatement à l'hôpital de la ville. Le père a protesté en faisant valoir que même si les soins étaient gratuits à l'hôpital, le trajet aller-retour pour y aller, lui, était payant. En outre, les parents n'auraient aucun moyen de subsistance pendant l'hospitalisation de leur bébé. Sans compter que la mère ne pouvait pas s'absenter pendant tout ce temps, car elle avait sept autres enfants à la maison. Le dernier bébé du couple était déjà mort de malnutrition. Le dispensaire fournit des conseils de planification familiale et des contraceptifs gratuits, mais peu de personnes profitent de ce service. La SMI ne peut évidemment pas résoudre tous les problèmes, mais lorsqu'elle est mise en place en temps voulu, elle augmente sensiblement les chances de survie.

24. La mission a vivement encouragé l'équipe de pays des Nations Unies à renforcer ses actions de plaidoyer pour appuyer la SMI en tant que filet de protection sociale et invité le directeur du bureau de pays à accroître les efforts déployés par le PAM pour attirer l'attention de l'opinion publique sur cette question, avec l'objectif de reproduire les bons résultats obtenus dans le domaine de l'alimentation scolaire.
25. *Vivres contre travail/au profit de la formation/pour la création d'avoirs.* Les membres de la mission ont rencontré des bénéficiaires, les maires de communautés participantes et des représentants du partenaire d'exécution World Vision. Ils se sont rendus dans une école reconstruite par l'intermédiaire d'activités VCT, mais n'ont pas pu visiter de sites de projets en cours car la route d'accès avait été détruite par des pluies torrentielles. La mission a constaté une nette implication de la part des communautés, et celles-ci apprécient visiblement le travail du PAM. Le mélange maïs-soja a également été bien accepté dans ce contexte. L'équipe a reçu des demandes de projets VCT pour reconstruire les routes d'accès. Aucune requête de remplacement des vivres par des espèces ne lui a été faite. Lors d'une réunion ultérieure avec l'équipe de pays des Nations Unies, il a été indiqué que le rétablissement des liaisons routières entre les exploitations agricoles et les marchés était inclus dans le pilier du développement rural du PNUAD.
26. Les bénéficiaires directs comptaient autant d'hommes que de femmes.
27. *Espèces et bons d'alimentation.* La mission a essayé de déterminer, avec le concours de plusieurs interlocuteurs, parmi lesquels des représentants du Gouvernement et le responsable du principal contributeur du secteur privé (la fondation FICOHSA), s'il serait préférable de remplacer les vivres par d'autres instruments dans les activités de programmation du PAM. Cette suggestion n'a reçu aucun écho favorable et a, au contraire, soulevé de nombreuses objections. Le Gouvernement avait entamé la mise en place d'un système de transferts monétaires conditionnels, susceptible d'ouvrir de nouvelles possibilités à l'avenir. Or, même une fois les systèmes requis en place, le problème de la qualité nutritionnelle des aliments disponibles localement restait entier; ces aliments ne contenant pas l'ensemble des micronutriments nécessaires, toute tentative d'abandon du mélange maïs-soja risquait de compromettre les objectifs nutritionnels. Le bureau de pays souhaitait néanmoins étudier les possibilités de mise en œuvre de bons d'alimentation, même si cela devait signifier une augmentation des financements de la part des donateurs. Tout en comprenant les besoins de financement du bureau de pays, la mission a posé la question de savoir si, en l'absence d'une demande, les investissements consacrés au renforcement des capacités du PAM et du Honduras et au déploiement de systèmes étaient la meilleure façon d'utiliser les ressources du Programme.
28. *Achats pour le progrès.* Le bureau de pays a reçu un don de 1.5 million de dollars de la part de la Howard G. Buffett Foundation pour un programme pilote commençant en octobre. Si l'expérience est concluante, elle devrait aboutir à un vaste programme sur trois ans. Le programme Achats pour le progrès suscite un enthousiasme évident et recèle de réelles possibilités compte tenu de la taille du programme d'achats locaux du PAM. Le bureau de pays au Honduras s'est également intéressé à la réussite du projet "Vitacereal" qui est réalisé par le bureau de pays au Guatemala sous la forme d'une composante à part entière du programme de SMI national. Suite aux réunions d'information et à la visite d'usine organisées par le bureau de pays au Guatemala, la mission confirme que l'expérience "Vitacereal" pourrait être reproduite avec succès au Honduras et ailleurs.

29. L'équipe a déploré de ne pas avoir pu observer les projets communs menés par le PAM et la FAO ni rencontrer le représentant de la FAO qui n'était apparemment pas disponible. Elle a également regretté de ne pas avoir eu le temps d'observer l'action du PAM dans le domaine du VIH et du sida, malgré les appréciations très favorables entendues de la part du Gouvernement et d'organismes des Nations Unies.

PROBLEMES RENCONTRES PAR LE PERSONNEL

30. La forte augmentation de la criminalité s'est répercutée sur la sécurité des membres du personnel. Durant notre séjour, deux d'entre eux ont été victimes de vols sous la menace d'une arme à proximité des locaux du PAM. Les agents restent très clairement attachés à la mission du Programme et déploient tous les efforts possibles quelles que soient les circonstances, mais la dégradation de leur sécurité personnelle est un sujet de préoccupation pour nous tous.
31. Les agents ont le sentiment que leur travail, ainsi que celui de leurs collègues ailleurs dans la région, n'est pas reconnu à sa juste valeur en raison de la focalisation de l'attention sur des crises plus récentes et de plus grande ampleur. Cette perception s'est trouvée confortée par le fait que le fonctionnement du mécanisme du fonds spécial n'a pas permis de comptabiliser les 1,3 million d'enfants scolarisés parmi les bénéficiaires du PAM ni de considérer le Gouvernement du Honduras comme un contributeur du Programme.

CONCLUSIONS

32. Nous avons été favorablement impressionnés par le personnel et par le travail de l'équipe du PAM au Honduras, et très touchés par l'estime manifeste que portent au Programme toutes les personnes rencontrées. Compte tenu de l'immensité des besoins à long terme, le travail du PAM est indispensable, même si l'IPSR n'est peut-être pas le meilleur moyen pour le Programme d'appuyer le renforcement des capacités ni de fournir des conseils d'orientation des politiques dans les domaines de l'urgence et de la prévention des catastrophes. Les membres du Conseil d'administration devraient envisager des contributions supplémentaires lors de l'ajustement du cadre financier et des catégories de projets.
33. Nous avons observé une intervention d'alimentation scolaire conduite avec succès par le PAM sous la responsabilité du Gouvernement. La part du Programme dans le coût total diminue rapidement, et ce malgré l'élargissement des activités et le renforcement des capacités locales de suivi. Le Conseil pourrait débattre utilement de la façon d'améliorer la mise en place de l'ensemble de l'enveloppe des services essentiels lorsque les capacités ou l'intérêt des partenaires du PAM se révèlent insuffisants.
34. Nous approuvons totalement les efforts visant à transformer les activités de SMI en un filet de protection sociale et en une intervention nutritionnelle majeure. Cet aspect du programme de pays mérite de recevoir tout le financement nécessaire et d'être intégré autant que possible dans le programme Achats pour le progrès, en gardant les besoins en micronutriments à l'esprit.
35. La seule suggestion que nous ayons reçue au sujet des activités VCT a été de nous inviter à les renforcer. Nous n'avons pas été en mesure de juger de l'efficacité de l'action du PAM, mais les propos recueillis montrent un soutien sans ambiguïté du travail et de l'approche de l'institution. La distribution d'espèces et de bons d'alimentation ne faisant pas

l'objet d'une demande et ne présentant pas les garanties indispensables de préservation des résultats nutritionnels, il ne nous paraît pas souhaitable d'en précipiter l'introduction.

RESUME DES RECOMMANDATIONS

- i) Les membres du Conseil d'administration devraient envisager de fixer une contribution à l'IPSR permettant au PAM de poursuivre ses efforts de renforcement des capacités et de mieux répondre aux crises fréquentes qui s'abattent sur le Honduras.
- ii) L'attribution au PAM de responsabilités "provisoires" au sein du module d'action groupée sur l'aménagement d'abris appelle une discussion entre le Conseil et la direction sur la marche à suivre lorsque l'institution est chargée de missions communes dépassant celles approuvées par le Conseil.
- iii) L'équipe de pays des Nations Unies devrait maintenir ses activités de plaidoyer en faveur de la mise en place d'un cadre légal couvrant la gestion des risques et la préparation aux urgences, mais aussi en faveur d'un programme national de santé maternelle et infantile et d'une réforme de la fonction publique.
- iv) Il est probable que l'alimentation scolaire sera entièrement couverte par le budget national d'ici à la fin du programme de pays en cours. Cet exemple de réussite mérite d'être salué, tout comme l'action inlassable du PAM et l'effort de financement du Gouvernement du Honduras. Des mécanismes de communication appropriés doivent être étudiés pour faire état de cet important travail.
- v) Le Conseil et la direction pourraient débattre de la façon d'améliorer la mise en place de l'ensemble de l'enveloppe des services essentiels lorsque les capacités ou l'intérêt des partenaires du PAM se révèlent insuffisants.
- vi) Les membres du Conseil devraient participer à la composante de SMI du programme de pays. Le bureau de pays devrait consacrer une plus grande part de ses ressources de plaidoyer au renforcement de l'appui apporté à ce nouveau filet de protection sociale.
- vii) La mission encourage le bureau de pays à donner la priorité au programme Achats pour le progrès, et à ne pas privilégier le recours aux espèces et aux bons d'alimentation.

LISTE DES PARTICIPANTS

Son Excellence Enrique Moret Echeverría	Ambassadeur, Cuba
Son Excellence Lucy M. Mungoma	Ambassadrice, Zambie
Son Excellence Javad Shakhs Tavakolian	Ambassadeur, République islamique d'Iran
M. Kent Vachon	Conseiller, Canada
Mme Claudia von Roehl	Secrétaire du Conseil d'administration

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

COPECO	Commission nationale d'urgence (<i>Comisión Permanente de Contingencias</i>)
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fond monétaire international
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SMI	santé maternelle et infantile
VCT	Vivres contre travail